

# Sommaire

---

## Actualités du MMAISP

**Raymonde Goudou Coffie encourage ses collaborateurs à donner leur sang**  
L'Intelligent d'Abidjan - lundi 14 octobre 2019

**Raymonde Goudou Coffie encourage ses collaborateurs à donner leur sang**  
l'intelligentdabidjan.info - mardi 15 octobre 2019

## Fonctionnaires

**« Je mets Guikahué au défi de nous apporter un seul grain de preuve »**  
Le Jour Plus - mardi 15 octobre 2019

## Société

**La plateforme de paiement en ligne des actes consulaires lancée à Paris**  
Fraternité Matin - mardi 15 octobre 2019

**« 75 000 salariés et retraités sont surendettés auprès des "margouillats" »**  
Le Jour Plus - mardi 15 octobre 2019

## Politique

**Paul Kagame préconise un dialogue public-privé fort**  
Fraternité Matin - mardi 15 octobre 2019

**Le Nouveau représentant de l'Unicef chez le Ministre Mamadou Touré**  
L'essor Ivoirien - mardi 15 octobre 2019

**Une opposition dans l'impasse**  
Aujourd'hui - mardi 15 octobre 2019

**« Nous allons dénoncer toutes les dérives du régime Rhdp »**  
Le Nouveau Réveil - mardi 15 octobre 2019

**Le RHDP plus que jamais fort et conquérant !**  
Le Rassemblement - lundi 14 octobre 2019

**Rapport final du séminaire**  
Le Rassemblement - lundi 14 octobre 2019

**L'intégralité du Rapport Final**  
L'essor Ivoirien - lundi 14 octobre 2019



Solidarité et santé / Le jeudi 10 octobre 2019, le ministère de la Modernisation, de l'Administration et l'Innovation du Service Public (MMAISP), a organisé une opération don de sang , à la Cité Administrative à Abidjan-Plateau.

## Raymonde Goudou Coffie encourage ses collaborateurs à donner leur sang



La ministre Raymonde Goudou Coffie donne l'exemple. (Photo DR)

Goudou Coffi. « Madame la ministre n'est pas à son premier don de sang. Elle fait partie de nos donateurs de sang régulier. C'est à ce titre qu'elle a donné le conseil à ses collaborateurs qui donnent leur sang pour la première fois, de faire en sorte qu'ils soient des donateurs réguliers. Il est important que toute la population s'y engage. L'affaire de sang n'est pas seulement l'affaire du ministère de la santé, mais c'est l'affaire de tout un pays, de tous ceux qui ont entre 18 et 60 ans.

**Nous avons besoin de 230 mille poches de sang par année** L'acte de la ministre aujourd'hui est non seulement un acte de solidarité mais aussi de communication. Pour dire à la population que les donateurs de sang ne sont pas des personnes identifiées comme telles. Si une seule personne par famille donne son sang, nous n'aurons plus de problème de sang en Côte d'Ivoire. Nous avons besoin de 230 mille poches de sang par an. Et il y'a plus de 230 mille familles en Côte d'Ivoire. Nous sommes aujourd'hui, à 170 mille poches dont un gap de 70% », a -t-il lancé.

Raymonde Goudou Coffi, Ministre de la Modernisation, de l'Administration et l'Innovation du Service Public a signifié lors de cette opération que le don de sang est un acte citoyen. « Je voudrais que le ministère fasse preuve d'humanité, de citoyenneté et s'engage dans la réponse à ces besoins de sang. C'est la raison pour laquelle je suis venue avec mes collaborateurs pour les encourager et dire à quel point cet acte est important ».

**Un aspect de solidarité de contribution à sauver des vies** La ministre a expliqué : «J'ai décidé d'apporter ma contribution en donnant mon sang pour sauver des vies. Nous sommes pratiquement 200 personnes et il y'a eu déjà plus de 80 poches qui ont été prélevées depuis ce matin. 200 personnes qui donnent leur sang, au niveau national, c'est minime mais important (...) Au niveau du ministère de la Modernisation, il faudrait que nous nous engagions avec le Directeur général du Centre national de la transfusion sanguine pour que, ceux qui seront aptes après cet examen viennent donner leur sang une fois par trimestre (...). Au-delà de l'acte que nous posons, il faut, voir l'aspect de solidarité de contribution à sauver des vies. Nul n'est à l'abri, ça peut être un accident de voiture, une femme enceinte (... ) où on se rend compte qu'on a besoin de sang. Personne ne peut savoir ce qui peut l'arriver demain. J'ai été ministre de la Santé pendant 6 ans et je peux vous assurer que le besoin est récurrent». Le Directeur du Centre de Transfusion Sanguine, Konaté Seydou a encouragé cette action de la ministre Raymonde

Solidarité et santé / Le jeudi 10 octobre 2019, le ministère de la Modernisation, de l'Administration et l'Innovation du Service Public (MMAISP), a organisé une opération don de sang, à la Cité Administrative à Abidjan-Plateau.

## Raymonde Goudou Coffie encourage ses collaborateurs à donner leur sang



Le jeudi 10 octobre 2019, le ministère de la Modernisation, de l'Administration et l'Innovation du Service Public (MMAISP), a organisé une opération don de sang, à la Cité Administrative à Abidjan-Plateau.

Raymonde Goudou Coffi, Ministre de la Modernisation, de l'Administration et l'Innovation du Service Public a signifié lors de cette opération que le don de sang est un acte citoyen. « Je voudrais que le ministère fasse preuve d'humanité, de citoyenneté et s'engage dans la réponse à ces besoins de sang. C'est la raison pour laquelle je suis venue avec mes collaborateurs pour les encourager et dire à quel point cet acte est important ».

**Un aspect de solidarité de contribution à sauver des vies** La ministre a expliqué : « J'ai décidé d'apporter ma contribution en donnant mon sang pour sauver des vies. Nous sommes pratiquement 200 personnes et il y'a eu déjà plus de 80 poches qui ont été prélevées depuis ce matin. 200 personnes qui donnent leur sang, au niveau national, c'est minime mais important (...) Au niveau du ministère de la Modernisation, il faudrait que nous nous engagions avec le Directeur général du Centre national de la transfusion sanguine pour que, ceux qui seront aptes après cet examen viennent donner leur sang une fois par trimestre (...). Au-delà de l'acte que nous posons, il faut, voir l'aspect de solidarité de contribution à sauver des vies. Nul n'est à l'abri, ça peut être un accident de voiture, une femme enceinte (...) où on se rend compte qu'on a besoin de sang. Personne ne peut savoir ce qui peut l'arriver demain. J'ai été ministre de la Santé pendant 6 ans et je peux vous assurer que le besoin est récurrent ».

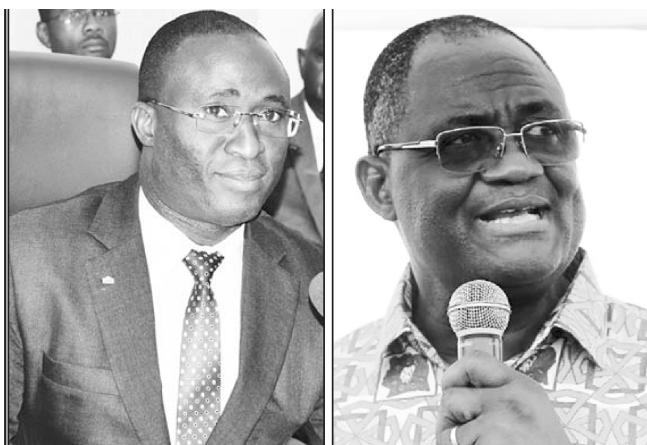
Le Directeur du Centre de Transfusion Sanguine, Konaté Seydou a encouragé cette action de la ministre Raymonde Goudou Coffi. « Madame la ministre n'est pas à son premier don de sang. Elle fait partie de nos donneurs de sang régulier. C'est à ce titre qu'elle a donné le conseil à ses collaborateurs qui donnent leur sang pour la première fois, de faire en sorte qu'ils soient des donneurs réguliers. Il est important que toute la population s'y engage. L'affaire de sang n'est pas seulement l'affaire du ministère de la santé, mais c'est l'affaire de tout un pays, de tous ceux qui ont entre 18 et 60 ans. **Nous avons besoin de 230 mille poches de sang par année**

L'acte de la ministre aujourd'hui est non seulement un acte de solidarité mais aussi de communication. Pour dire à la population que les donneurs de sang ne sont pas des personnes identifiées comme telles. Si une seule personne par famille donne son sang, nous n'aurons plus de problème de sang en Côte d'Ivoire. Nous avons besoin de 230 mille poches de sang par an. Et il y'a plus de 230 mille familles en Côte d'Ivoire. Nous sommes aujourd'hui, à 170 mille poches dont un gap de 70% », a-t-il lancé.



Affaire "recensement anti-Rhdp à la Fonction publique"/ Séraphin Oka répond à Guikahué

## « Je mets Guikahué au défi de nous apporter un seul grain de preuve »



**Le directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique ( à gauche) estime que Maurice Guikahué, 68 ans (à droite) veut manipuler les Ivoiriens.**

directement l'efficacité et l'avenir de l'Administration ». C'est pour quoi, il a invité le député de Gagnoa, Maurice Guikahué à produire la moindre preuve. « Je mets Guikahué au défi de nous apporter un seul grain de preuve de ses propos que je qualifie d'allégations », a-t-il craché avant de conclure en ces termes. « En tout état de cause, le ministère de la Fonction publique dément catégoriquement les déclarations tendancieuses et sans fondement du secrétaire exécutif du Pdc-Rda et les condamnent fermement.

Le ministre de la Fonction publique, Issa Coulibaly n'est pas du tout content de Maurice Kakou Guikahué, secrétaire exécutif en chef du Parti démocratique de Côte d'Ivoire Rassemblement démocratique africain (Pdc-Rda). Il l'a fait savoir par son directeur de cabinet, Séraphin K Oka, hier, lors d'un point de presse au 4<sup>e</sup> étage de l'immeuble de la Fonction publique à Abidjan Plateau. « Monsieur Guikahué soutient, dans une vidéo publiée par Pdc 24, la web tv officielle du Pdc-Rda, que le ministère de la Fonction publique entreprendrait, actuellement, un recensement des effectifs en vue d'exclure les fonctionnaires qui ne sont pas des militants du Rhdp. L'intéressé va plus loin en affirmant que l'objectif est d'instituer une fonction publique monocole, en violation des principes de la Constitution Des propos dont la gravité et l'incongruité se la disputent à la manipulation et aux affirmations gratuites », a dit d'emblée le conférencier. Poursuivant, il a indiqué que: « Ces propos, en d'autres circonstances, n'auraient appelé aucune réaction de la part du ministère de la Fonction publique eu égard à leur vacuité. Toutefois, la qualité de la personne qui les a tenus ainsi que le lieu et les circonstances publiques qui les ont accompagnés appellent une nécessaire mise au point ». Séraphin Oka a souligné que la Fonction publique en sa qualité d'organe étatique chargé de la gestion du personnel civil de l'Etat, qu'il est pleinement conscient qu'en assurant la présence de personnel qualifié et motivé, la qualité du processus d'acquisition des ressources humaines influence





Modernisation de l'administration publique / Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a procédé au lancement de l'applicatif le 11 octobre.

## La plateforme de paiement en ligne des actes consulaires lancée à Paris



**La tutelle veut aboutir à des modes opératoires dématérialisés...** (PH : DR)

Dans le cadre de la modernisation de l'Administration publique, les autorités ivoiriennes ont adopté et déployé un projet de paiement électronique des frais afférents aux actes consulaires, dans toutes les Missions diplomatiques et consulaires de Côte d'Ivoire. La plateforme de paiement en ligne de ces frais a été élaborée par la direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique. L'objectif était de mettre en place des modes opératoires dématérialisés en s'appuyant sur des outils variés comme les sites internet et des logiciels métiers afin de permettre à la diaspora de se faire établir des documents administratifs. Le déploiement d'un tel dispositif trouve sa justification dans les faiblesses et les difficultés rencontrées par le système traditionnel dans le traitement manuel des transactions et des opérations, source de fraudes et d'erreurs, de déplacements longs et onéreux pour les usagers. En outre, l'ancien système engendrait de nombreux autres problèmes, notamment, des pertes de temps et des plaintes récurrentes. La plateforme numérique qui a été lancée permet de résorber toutes ces contraintes. Pour le Payeur général pour l'étranger, Traoré Zoumana, ce projet va non seulement moderniser le système de paiement des droits de chancellerie mais surtout il va sécuriser leur

traitement. Spécifiquement, il s'agira en plusieurs points de participer à l'attractivité de notre pays, la Côte d'Ivoire, en offrant un outil fiable et pratique pour l'obtention et la délivrance des actes au public, de mettre en place un meilleur service de paiement en ligne pour les Ivoiriens de la diaspora, améliorer la productivité des services consulaires, mais surtout assurer une meilleure traçabilité des fonds de l'Ambassade vis-à-vis des autorités des pays d'accueil. Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, s'est dit heureux du lancement de cette plateforme et du rapprochement qu'il crée avec les usagers en facilitant l'accès aux différents services offerts : « La collecte électronique des droits de chancellerie semble donc répondre avec pertinence à une problématique de longue date évoquée par la diaspora », a-t-il ajouté pour conclure. En ce qui concerne son fonctionnement, cette plateforme, bien qu'étant centralisée, puisqu'elle intègre la liste de toutes les chancelleries de Côte d'Ivoire dans le monde entier, préserve l'autonomie de chacune d'elle. L'utilisateur effectuera une demande de document et règlera ses droits de chancellerie instantanément sur la plateforme de paiement. La Banque prend à sa charge le traitement des transactions et en assure la traçabilité et la sécurité. Les avantages du système seront donc d'assurer la transparence et la traçabilité des fonds, de renforcer l'efficacité et la sécurité des paiements, de percevoir les droits de chancellerie sans intermédiaire, ce qui aura pour avantage considérable d'accroître les recettes des postes diplomatiques et consulaires et leur disponibilité en temps réel. L'autre avantage majeur sera la dématérialisation des archives, qui par ricochet entraînera la réduction du volume de travail à la fois chez le payeur et les agents du service consulaire, réduisant ainsi les risques d'erreurs grâce au traitement et à la standardisation des demandes directement en ligne. L'Ambassadeur a saisi l'opportunité de cette présentation pour lancer un appel à tous les responsables des associations ivoiriennes en France et les inviter à diffuser le plus largement possible l'information concernant le nouveau système de paiement en ligne des frais des actes consulaires et dont les retombées sont considérables : « Demander en ligne les actes consulaires est une innovation qui va rapprocher les usagers de l'Ambassade, réduire les distances et leur permettre de réaliser des économies aussi bien en temps qu'en ressources financières », a-t-il ajouté. La plateforme de collecte a été déployée à ce jour dans vingtdeux ambassades en Amérique, en Europe et en Asie. Cette

politique d'extension va se poursuivre au sein des  
chancelleries africaines..



Jules Essan N'guessan-Koua, historien, président-fondateur de l'Ong-Efad-ci

## « 75 000 salariés et retraités sont surendettés auprès des "margouillats" »

**Interview** Système de prêts usuriers / Jules Essan N'guessan-Koua, historien, président-fondateur de l'Ong-Efad-ci :

### « Les "margouillats" tuent plus que le Sida en Côte d'Ivoire »

● 75 000 salariés et retraités sont surendettés »

● Agents des banques, du trésor, de la Solde... impliqués



Bien qu'interdit par la loi, le phénomène usuraire se déroule dans l'impunité totale en Côte d'Ivoire souvent même avec la complicité avérée de certaines Institutions censées le combattre. Selon Jules Essan N'guessan-Koua, Historien, président-fondateur de l'Ong-Efad-ci, la pratique usuraire, communément appelée système margouillat a des conséquences humaines, sociales et économiques si désastreuses qu'elle mérite que tous se mobilisent ici et maintenant pour la combattre.

**C'est qui, dans les détails, un usurier ou margouillat ?**  
En Côte d'Ivoire, un grand nombre de personnes qui n'ont pas une activité rémunérée à la fin du mois font des "affaires". Parmi ces "Hommes d'Affaires", figurent en bonne place les usuriers ou margouillats. On appelle usurier ou margouillat un individu dont les activités sont fondées sur la magouille, c'est-à-dire faire du faux. En d'autres termes, c'est un individu qui prête de l'argent à un taux exorbitant, dépassant le taux légal indiqué (27%). C'est

quelqu'un qui prospère grâce aux déchets, au dépend donc des infortunes d'autrui. C'est pourquoi en Côte d'Ivoire, le comparant à ce lézard bien connu en Afrique, ce petit animal qui dans les villes se nourrit de déchets et de diverses ordures ménagères, l'humour habituel des Ivoiriens a transformé donc l'usurier en margouillat. La Loi 2014- 810 du 16 décembre 2014 que la Côte d'Ivoire s'est dotée en la matière, stipule en son article premier : « Constitue un prêt usuraire, tout prêt ou toute convention dissimulant un prêt d'argent consenti en toute matière, à un taux effectif global excédant à la date de sa stipulation, le taux de l'usure. Le taux de l'usure est déterminé par le Conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine. Il est publié au Journal Officiel ou dans un journal d'annonces légales à l'initiative du ministre chargé des Finances ». Aujourd'hui, le taux global au-delà duquel on parle d'usure est de 27%.

**Qui sont-ils ?** Les usuriers ou margouillats, ce sont des hommes, des femmes, des fonctionnaires, des banquiers, des retraités, des gens qui font fortunes dans d'autres domaines et qui viennent investir dans ce système plus juteux...A regarder de près, la pratique usuraire pourrait être un secteur privilégié de blanchiment d'argent.

**Comment procèdent ces usuriers pour approcher les gens, leurs clients ?** Avant de répondre à votre question, je voudrais ajouter que les activités les plus répandues des margouillats sont les suivantes : le prêt direct d'argent à un taux d'intérêt qui se négocie entre 50 et 200%. Le capital et l'intérêt sont remboursables à la fin du mois du prêt. C'est ce qui rend la pratique usuraire plus que criminelle et suicidaire ! Chez les Femmes, exclusivement, des Ivoiriennes, le taux se limite à 50% et avec elles, tu peux payer les intérêts simplement pendant au moins 10 ans. En ce qui concerne le déplacement d'un compte bancaire : lorsque vous avez un prêt en cours dans une banque, le margouillat peut vous proposer de déplacer votre compte dans une autre banque. Là, avec ses complices en interne, il vous facilite l'obtention d'un autre prêt qui vous permet de racheter votre ancien crédit, de lui payer sa commission et d'avoir quelques choses, à savoir un peu d'argent, pour vos besoins immédiats. Quant au blanchiment des bulletins de salaire : lorsque vous sollicitez un prêt bancaire, il vous est exigé les trois derniers bulletins de salaire. Du fait qu'un grand nombre de demandeurs de crédits issus de la fonction publique ont des bulletins dits sales, c'est à dire, des bulletins contenant des rubriques qui les disqualifieraient, les margouillats ont développé une offre spécifique. C'est le lavage des bulletins de solde. En



échange d'une rémunération additionnelle, le fonctionnaire peut bénéficier de bulletins « vierges », c'est à dire, débarrassés de tous les prélèvements qui pourraient faire baisser sa quotité. Si le margouillat est l'intermédiaire officieux entre un individu et une banque lors d'une procédure de demande de crédit, il peut récupérer couramment 50% du montant du prêt en tant que commission sur services. La dette entière reste à la charge de l'emprunteur. Le crédit dans les maisons de produits électroménagers : quand vous avez besoin de la liquidité, l'usurier peut monter un dossier pour vous, dans une maison de crédits et vous remettre 50, voire 100.000 F Cfa en espèce et se faire payer des millions par prélèvement à la source, c'est-à-dire en complicité avec un greffier et des agents de la solde. On va vous précompter des millions, directement sur votre salaire pendant des années. Ces précomptes à la solde, ce sont des dettes que vous ne finissez jamais de payer ! Pour la mise en gage des plantations dans le milieu rural : quand un planteur a un problème, il met sa plantation en gage pour 100.000, voire 200.000 F Cfa. L'usurier qui lui prête l'argent peut exploiter sa plantation pendant deux ou plusieurs années. Finalement, il arrive même que l'usurier rachète ladite plantation.

**Comment procèdent ces usuriers pour approcher les gens ?** Il y a la procédure directe où toimême, coincé, inéligible à un prêt bancaire, tu te cherches un usurier dans la commune du Plateau ou dans ton quartier. Dans tous les cas, on les reconnaît dans toutes les villes. Ils ont le même mode de fonctionnement. Il y a des démarcheurs qui sont un peu comme les rabatteurs de la traite négrière. Il y a ton propre ami qui peut t'accompagner chez son usurier à lui. Il y a des complices partout, à la solde, dans les banques, au trésor etc. qui les aident à t'appâter.

**Quel est le rôle des banques dans ce système de prêt ?** La banque est à la fois le problème et la solution. Il y a des chefs d'agence qui ont leurs margouillats à qui ils donnent de l'argent pour prêter à usure. C'est pourquoi dans ces agences-là vous allez voir que 90% des enseignants ou policiers qui y sont, ont des problèmes avec deux ou trois mêmes margouillats. Pour falsifier le bulletin de solde d'un fonctionnaire afin de lui accorder un prêt par exemple, il faut en amont, l'accord préalable du chef d'agence. Mais il faut dire qu'en dehors de quelques brebis galeuses il y a tout de même des banques sérieuses et des chefs d'agence

sérieux et consciencieux qui vont jusqu'à aider les salariés surendettés à se défaire de leurs margouillats.

**Après de longues années de combats pour la dignité des fonctionnaires, quel est l'état des lieux ?** L'état des lieux est alarmant, dramatique. Malheureusement, cela n'émeut personne. 75% des fonctionnaires et agents de l'Etat sont surendettés. Au moins 39.000 enseignants surendettés sont presque en cessation de service. Au moins 75.000 salariés et retraités sont surendettés auprès des usuriers ou margouillats et vivent dans une misère humainement insupportable. Aujourd'hui et là, je mets la solde au défi de me contredire, si vous prenez le bulletin de salaire de 100 fonctionnaires ou agents de l'Etat, au moins 75 sont précomptés à la source. Cela veut dire que la solde est aussi un agent de recouvrement. Je vous donne une information : un usurier vous prête de l'argent et confisque votre carte bancaire, vous dites à cet usurier à la fin du mois, prends 100.000 F pour que j'ai un peu d'argent moi aussi pour subsister. L'usurier qui est informé le premier qu'à telle date le salaire de son "client" sera positionné, va et vide son compte. Quand le salarier fait opposition à sa carte et que l'usurier n'arrive plus à utiliser cette carte, il s'adresse à la solde et on te précompte à la source à son profit. Aujourd'hui les margouillats tuent plus que le Sida et personne ne lève le petit doigt pour dénoncer cela, personne ne s'inquiète. Mêmes nous qui dénonçons ce système hideux, inique, cynique, hautement appauvrissant et criminel, on nous traite de fous, on considère notre action comme une œuvre de Sisyphe, c'est-à-dire, perpétuelle et sans lendemain ! Une Ong (organisation non gouvernementale, nldr) comme la nôtre qui veut aider l'Etat de Côte d'Ivoire à réussir le programme social devrait être accompagnée. Hélas, non ! Même quand nous écrivons aux autorités avec des preuves pour montrer le caractère criminel avec la photo d'un instituteur qui, harcelé par les margouillats, s'est suicidé, ça ne dit rien. Une Ong comme la nôtre qui veut aider le gouvernement à réussir son programme social, qui veut extraire des milliers d'Ivoiriens des mailles de ces usuriers véreux, sans foi, ni loi, des fossoyeurs de l'économie ivoirienne, des gens qui sans payer de taxe, encore moins d'impôts ont un chiffre d'affaire de plus dix milliards par mois, on ne nous prête pas une oreille attentive.

**Il faut des bonnes volontés pour vous accompagner à traquer ce phénomène de l'usure...** Tenez-vous bien, nous avons écrit plus de 200 courriers de demande d'aide. Mais sans suite. Permettez-moi de saluer et remercier le Premier ministre par son conseiller spécial chargé des Affaires Financières, Le général Issa Coulibaly, ministre de la Fonction Publique, Sidiki Diakité ministre de l'Administration du territoire et de la décentralisation, sont les seules autorités qui ont bien voulu nous convier à une séance de travail. Permettez que je leur traduise mon infinie reconnaissance pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à l'endroit de notre Ong. A ces remerciements, je voudrais associer, le directeur général de l'Ips-Cgrae, Abdrahamane Berté, qui en 2015, nous a permis de faire quelques tournées de sensibilisation. Le directeur général de la Police nationale, le Général Kouyaté Youssouf et surtout, le directeur de la Police économique, c'est à cause du directeur de la Police économique seul que nous pouvons sauver encore des Ivoiriens qui sont en train de mourir. Pour le reste, nos courriers sont sans suite et en souffrance dans leurs services courriers des destinataires. Pourtant, l'Ong-efad-ci a plus de mérite qu'un club de soutien. C'est la seule organisation dont les cibles privilégiées, les fonctionnaires, les retraités, les enseignants, des milliers de



policiers, les planteurs, surendettés, sont ceux qui font gagner n'importe quelle élection, voire qui sont le baromètre de la politique sociale du gouvernement. Je le dis haut et fort, la pratique usuraire, communément appelée système margouillat, a des conséquences humaines, sociales et économiques tellement désastreuses qu'elle mérite que tous ensemble, nous nous mobilisions, ici et maintenant, pour la combattre. Bien qu'interdit par la loi, le phénomène usuraire se déroule dans l'impunité totale, souvent même avec la complicité avérée de certaines institutions censées le combattre.

**Parlant de complicité, soyez plus explicite...** Il nous a été donné de constater par exemple qu'en complicité avec des chefs d'agence de banques et établissements financiers, les usuriers ou margouillats vont jusqu'à falsifier les bulletins de solde des fonctionnaires pour leur faire obtenir des prêts qui les enfoncent dans un bourbier de surendettement perpétuel. C'est de façon récurrente qu'après avoir accordé un prêt, la banque elle-même n'arrive pas à recouvrer ses créances avec le salaire réel du fonctionnaire. Aujourd'hui encore, plus qu'hier, nous sommes outrés, scandalisés même, devant le développement galopant du système usuraire en Côte d'Ivoire qui a fini par gangrener toute la société ivoirienne sans que cela ne puisse émouvoir ni les autorités, ni les victimes elles-mêmes. De nombreux travailleurs, majoritairement, Enseignants et éléments des Forces de l'ordre, surendettés, sont presque en cessation de service. Quant à de nombreux retraités, pris dans les mailles de ces usuriers, fossoyeurs de l'économie ivoirienne, ils agonisent dans les quartiers précaires, incapables de se soigner, encore moins se nourrir correctement, et vivent dans une misère indescriptible. Des milliers de familles ployant sous le lourd fardeau de leurs multiples dettes auprès de ces usuriers ou margouillats vivent dans une misère telle que si rien n'est fait, aucun Programme social ne pourrait prospérer en Côte d'Ivoire. Pire, les activités des usuriers ou margouillats pourraient être à l'origine d'une crise sociale très grave.

**Peut-on vraiment endiguer ce phénomène des margouillats ?** C'est vrai qu'il y a certes des acquis, aujourd'hui. Des banquiers consciencieux, patriotes font des efforts ! Moi-même, mon chef d'agence, je prie pour lui. Quand tu as un problème et que tu lui en parles, il te propose une solution immédiatement ! Mais devant l'ampleur du phénomène, les efforts restent timides. Vous savez, quand le gouvernement fait des efforts pour augmenter les salaires, il enrichit davantage les usuriers ou margouillats. Si plus de la moitié du salaire du fonctionnaire est retenue à la solde et le reste par la banque, il reste quoi au travailleur pour vivre ? C'est comme si vous voulez remplir un sceau percé ! Moi je dis ici, l'Ong-Efad-ci a l'expertise avérée pour ne serait-ce que rendre le phénomène usuraire un peu plus humain, à défaut de pouvoir l'éradiquer. C'est la raison pour laquelle je voudrais lancer un appel pathétique au président de la République, au Premier ministre qui est le chef du gouvernement... En moins de 10 ans, le Président Alassane Ouattara a transformé la Côte d'Ivoire. Je l'en félicite. Mieux, le Président Alassane Ouattara travaille à faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent. Cette Côte d'Ivoire nouvelle, moi, Jules N'guessan Koua Essan, je suis convaincu, qu'elle ne saurait s'accommoder de cette pratique médiévale de ces margouillats véreux, sans foi ni loi, qui constituent une véritable gangrène qui empêche le développement social, économique et humain de la Côte d'Ivoire. L'Ong-Efad-ci a des solutions à proposer. Nous avons besoin du soutien de

tous les Ivoiriens, victimes ou pas, chacun de nous a un frère, un collègue, un parent, qui est quotidiennement harcelé par ces margouillats.

**AIMÉ AKA**



Amélioration du climat des affaires, réformes / Le Président rwandais a procédé hier, à l'ouverture de la 8e édition de la Cgeci Academy, tribune phare du patronat ivoirien visant à promouvoir l'entrepreneuriat privé.

## Paul Kagame préconise un dialogue public-privé fort



L'ouverture des travaux a été marquée par des discussions entre décideurs dont le Président rwandais (au centre)...

La Cgeci academy 2019 en quelques

Plusieurs centaines de participants notamment des chefs d'entreprises, des porteurs de projets, des journalistes, des membres de gouvernement, le corps diplomatique, les étudiants, ... l'attendaient. Paul Kagame, le Chef de l'État rwandais dont le pays est l'invité d'honneur a répondu à cet appel du patronat ivoirien, qui organise depuis hier, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, à Cocody, la 8e édition de la Cgeci Academy, tribune phare pour la promotion de l'entrepreneuriat et le secteur privé. Et le président rwandais a appelé toutes les parties prenantes (État-secteur privé) à œuvrer continuellement pour l'amélioration de l'environnement des affaires sur le continent, un important marché de plus de 1,2 milliard d'habitants. « Nous pouvons faire mieux dans le cadre de la dynamisation du secteur privé. Les gouvernements doivent jouer leur partition dans l'environnement des affaires en levant les barrières qui se présentent », fait remarquer le dirigeant rwandais qui était à la tête d'une forte délégation. Paul Kagame a estimé que malgré les importantes réformes engagées en Afrique depuis plus d'une décennie, des efforts restent encore à faire pour la faire avancer. « En ce qui concerne le Rwanda, nous avons fait beaucoup d'efforts pour mobiliser le secteur privé et le public afin d'améliorer le climat des affaires », confie le Chef de l'État rwandais. Dans le Doing business 2019 du groupe de la Banque mondiale, grâce aux importantes réformes sectorielles et structurelles engagées par les dirigeants du Rwanda, ce pays occupe la 2e place dans ce classement en Afrique, après l'Ile Maurice et la 29e place au plan mondial, avec un taux de croissance moyen de 7%. Le Doing business mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies et certaines villes au niveau infranational et régional. Le choix de la

Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), présidée par JeanMarie Ackah, porté sur le Président rwandais, à l'occasion de cette 8e édition de la Cgeci academy, placée sous le thème : « Environnement des affaires : quel modèle à privilégier pour le développement des entreprises en Afrique? » n'est donc pas fortuit. Il est perçu, aujourd'hui, sur le continent, comme l'un des plus grands dirigeants réformateurs du continent. Ce dirigeant qui a compris que, pour le développement d'un pays, il est essentiel de mettre au cœur de sa stratégie, le développement du secteur privé. Lequel contribue à la création de la richesse, d'emplois, et à la lutte contre la pauvreté. L'Afrique connaît des performances économiques significatives au cours des deux dernières décennies. Son taux de croissance, bien supérieur à la moyenne mondiale, était de 3,5% en 2018 ; avec une projection de 4% en 2019 et 4,1% en 2020. Les cadres macroéconomiques se sont généralement assainis, l'environnement des affaires s'est globalement amélioré et les investissements privés sont en nette progression. Malgré ces résultats, l'Afrique reste encore confrontée à de nombreux défis. Sa contribution au commerce international demeure faible, avec une part dans le commerce global de l'ordre de 3%. Le renforcement du dialogue public-privé, voulu par le chef de l'État rwandais arrive à un moment où le continent fait face à d'énormes défis tels que la lutte contre les dérèglements climatiques, l'accès à l'eau, l'éducation, la santé, l'électricité, l'emploi des jeunes, le secteur informel, etc.

**Renforcement de l'axe Abidjan-Kigali** Heureux, Paul Kagame a félicité le patronat ivoirien pour l'intérêt qu'il accorde à son pays et à sa personne. Tout en saluant la résilience de l'économie ivoirienne, avec « des piliers solides » et portée par un secteur privé de plus en plus fort, le Chef de l'État Rwandais qui, en moins d'une année est pour la 2e fois en Côte d'Ivoire, a souhaité que les opérateurs économiques ivoiriens s'intéressent davantage au marché de son pays. Malgré les opportunités existantes, le traité d'amitié et de coopération, signé le 30 janvier 1985, les échanges entre Abidjan et Kigali demeurent encore faibles. En 2017, la valeur des échanges commerciaux était de 81 millions de FCfa, essentiellement générés par les exportations ivoiriennes vers le Rwanda. En visite d'amitié et de travail en décembre 2018 à Abidjan, quatre accords avaient été signés entre les deux pays : exemption de l'obligation de visa, mémorandum d'entente relatif à



Plusieurs dirigeants ont pris part à l'ouverture des travaux en présence du Président rwandais et du vice-Président ivoirien. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

l'organisation de la Commission mixte de coopération, protocole d'accord relatif aux consultations politiques entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays et du protocole de coopération en matière de modernisation de l'administration publique. Une liaison aérienne, depuis ces dernières années existe entre les deux pays.

**Intégration régionale** Il faut à tout prix réussir la mise en place de la Zone de libre-échange économique continentale africaine (Zleca), signée au Rwanda en 2018, alors que Paul Kagame était le président en exercice de l'Union africaine (Ua). Hier, il a appelé chaque pays « à jouer sa partition » pour réussir l'intégration régionale. «L'heure de la mise en œuvre de la Zlecaf est venue», a rappelé, avec force, le dirigeant rwandais. L'accord de libre-échange continental, réunissant 55 pays africains dont le produit intérieur brut total dépasse 2 500 milliards de dollars (1, 375 million de milliards de FCfa), pourrait aider le continent à créer la plus grande zone de libre-échange au monde. Selon le groupe de la Banque africaine de développement (Bad), c'est un atout puissant d'intégration qui peut relever le niveau du commerce intra-africain, estimé actuellement à environ 16 %. L'accord commercial devrait permettre d'augmenter les échanges intra-africains jusqu'à 35 milliards de dollars par an, faciliter la circulation des biens, des services et des personnes sur tout le continent et réduire les importations de 10 milliards de dollars (plus de 5 500 milliards de FCa), tout en stimulant les exportations agricoles et industrielles, respectivement de 7 % et 5 %..

**ANOH KOUAO**

Le Ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré a reçu en audience ce lundi 14 octobre 2019, Marc Vincent, nouveau représentant pays de l'Unicef

## Le Nouveau représentant de l'Unicef chez le Ministre Mamadou Touré



Les échanges ont porté sur la poursuite de la coopération entre l'Unicef et le Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes. Au cours des échanges, Mamadou Touré a instruit le nouveau patron de Unicef Côte d'Ivoire sur l'ambitieux Programme social du gouvernement en son volet autonomisation des jeunes. Il a présenté les composantes de ce programme et sa stratégie mise en œuvre pour obtenir les opportunités d'emplois pour la jeunesse. A date, ce sont 346 500 opportunités qui ont été mobilisées. La contribution du secteur privé pour l'emploi des jeunes était au cœur de cette audience. « La contribution du secteur privé est pour moi en deça des attentes. Il y a un travail à faire pour que ce secteur privé se mobilise davantage dans la lutte contre le chômage des jeunes », a-t-il indiqué soulignant les mesures incitatives qui sont faites aux entreprises qui recrutent. Mamadou Touré et Marc Vincent se sont engagés à mener des campagnes de sensibilisation de la jeunesse ivoirienne sur des fléaux tels que la drogue, les IST, l'alcool, etc. « Nous allons mobiliser la jeunesse dans la réalisation de nombreux projets innovants notamment la construction d'usine de briques à partir de sachets plastiques », a-t-il annoncé.

Le Ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré a reçu en audience ce lundi 14 octobre 2019, Marc Vincent, nouveau représentant pays de l'Unicef.

Marc Vincent remplace Boubacar Campo





LE DOSSIER D'AUJOURD'HUI / A un an de la présidentielle, l'opposition ivoirienne n'arrive toujours pas à peser sur la vie nationale.

## Une opposition dans l'impasse



Meeting conjoint du PDCI et du FPI au parc des sports de Treichville. Photo d'archives

A un an de la présidentielle, l'opposition ivoirienne n'arrive toujours pas à peser sur la vie nationale. Ces dernières semaines, elle a même multiplié les revers lors de la mise en place de la commission électorale indépendante dominée de la tête et des épaules par le parti au pouvoir. Et même si le 17 septembre dernier, un meeting historique a réuni les partisans des anciens rivaux que sont Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié au parc des sports de Treichville, chaque parti campe encore sur ses certitudes.

Arrivé de Bruxelles le jeudi 10 octobre, Assoa Adou, le secrétaire général du FPI resté fidèle à Laurent Gbagbo, a animé deux meetings les jours suivants. Le premier, le samedi 12 octobre à Lakota et le second, le jour suivant, à Gagnoa. Mais partout, la mobilisation a été plus que moyenne. Lakota et Gagnoa demeurent pourtant les bastions traditionnels du front populaire ivoirien mais depuis la libération conditionnelle de Laurent Gbagbo, le discours pour le moins alambiqué du parti désarçonne les militants à un an de la présidentielle. Lors d'un meeting mémorable le 17 septembre dernier au parc des sports de Treichville, FPI et PDCI avaient pourtant promis de multiplier les actions concertées à travers le pays. Mais force est de constater qu'aucun programme de meetings communs n'a encore vu le jour. D'ailleurs, ni le FPI resté fidèle à Gbagbo ni EDS qui est la coalition fidèle à l'ancien président n'ont signé la déclaration du CDRP appelant les partis politiques à ne pas reconnaître la nouvelle commission électorale indépendante en raison de sa partialité, avaient justifié les signataires de la coalition. Mis sur la touche par Bédié qui n'a pas voulu se mettre à dos Laurent Gbagbo, Affi N'guessan s'est montré à nouveau intraitable vis-à-vis de l'alliance entre les deux partis. Le président du FPI reconnu par l'Etat assure même que c'est « une alliance hypocrite » dans les colonnes de

l'hebdomadaire Jeune Afrique qui lui a consacré son édition de la semaine. Les proches de l'ancien premier de Laurent Gbagbo l'accusent même de se considérer comme un dieu et d'empêcher qu'Affi lui succède à la tête de l'Etat. L'ancien président ivoirien se serait en effet rangé du côté des jusqu'au-boutistes d'hier qui auraient refusé d'obtempérer devant l'imminence de la guerre civile alors que les militaires n'avaient pas d'armes. Vrai ou faux, le FPI resté fidèle à l'ancien président est aussi divisé entre les partisans de Laurent Gbagbo et ceux qui soutiennent son épouse comme une candidature de substitution au cas où Laurent Gbagbo est obligé de ne pas être candidat. Ils font bande à part avec Assoa Adou dont l'intérimaire, Odette Sauyet-Likikouet aurait tenté d'en venir aux mains avec l'ancienne première dame lors d'une réunion du secrétariat général. D'ailleurs si le parti se réunit désormais dans l'ancien domicile de Sangaré Abou Drahamane, ce serait également pour fuir l'ancienne première dame. Deuxième vice-présidente, Simone Gbagbo n'a pas été autorisée à diriger le parti qu'elle a co-fondé avec son époux. C'est pourtant ce que permettaient les textes du parti à la mort d'Abou Drahamane Sangaré, l'un des plus fidèles compagnons de Laurent Gbagbo. L'ancienne première dame qui est fragilisée par les turbulences qui traversent son mariage, essaie d'ailleurs d'exister politiquement comme elle peut en multipliant les rencontres avec les militants. Toujours prompte à prêcher la bonne parole, l'évangéliste Simone Gbagbo mobilise également les fidèles des églises à sa cause en appelant à la réconciliation des cœurs et en insistant sur la promesse divine d'une existence meilleure.

### Le PDCI agacé

Mais la méfiance du FPI commence à agacer le PDCI qui n'a pas hésité à laisser en rade Affi N'guessan qui dispute la direction du parti à Laurent Gbagbo. Car « collaborer avec Affi, ça aurait été se condamner à se mettre à dos le fondateur du FPI », analyse un ancien député du PDCI. Mais l'alliance entre les deux partis a du mal à se mettre en route. Car au sein de la direction du parti du FPI, beaucoup ont en effet encore du mal à pardonner à leur nouvel allié son ancienne collaboration avec le RHDP. « C'est ensemble qu'ils nous ont combattu. Maintenant que Bédié veut nos voix lors des prochaines élections, il veut s'allier avec nous », soupire un cadre. Le secrétaire général Assoa Adou a d'ailleurs renforcé ce sentiment de méfiance lors du meeting de Treichville. Se faisant même reprendre par le secrétaire exécutif du PDCI, Maurice Kakou Guikahué, qui lui a rétorqué que « ce qui est passé est passé ». Le PDCI, lui, se prépare à une grande manifestation politique à Yamoussoukro. Entièrement dédiée au président de 86 ans

qui se prépare à se lancer dans la course à la présidentielle de 2020, cette rencontre vise clairement à adouber Bédié comme le prochain candidat officiel du PDCI quoique le concerné continue à se formaliser au sujet de la prochaine convention du parti. Mais s'il est évident que les partis alliés seront invités, en revanche la participation du FPI ne constitue pas un élément visuel de la mobilisation que le secrétaire exécutif, Maurice Kakou Guikahué, voudrait extraordinaire. Plus que jamais PDCI et FPI cultivent, chacun de son côté, son jardin pour reprendre l'expression de Voltaire. Car si la coalition EDS est un allié naturel, en revanche le Cojep, parti créé par Charles Blé Goudé et dont il est le président depuis quelques mois, n'a toujours pas l'intention de s'arrimer au FPI. L'ancien président des jeunes patriotes a même fait une déclaration sur le sujet qui a suscité quelques polémiques. En déclarant en effet qu'il ne veut pas entrer dans les coalitions dirigées contre les gens, Blé Goudé a même semé le doute dans les esprits. Ancien éphémère ministre de la jeunesse de Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé ne dédaignerait pas de prendre le pouvoir dans quelques années comme son compère Guillaume Soro dont la boulimie agace Alassane Ouattara. De longues années de résilience au sein de la galaxie des jeunes patriotes ainsi que toutes ces années de privations aussi bien à Abidjan qu'à la cour pénale internationale ont visiblement aiguisé son appétit pour le pouvoir. D'ailleurs, selon toute vraisemblance, Blé Goudé devrait s'aligner sur la ligne de départ de la présidentielle. Perspective que son discours n'arrive plus à cacher. Divisée, incapable de peser sur le cours des choses, l'opposition ivoirienne manque aussi cruellement de crédit auprès des organisations internationales qui ont d'ores et déjà adoubé la commission électorale indépendante. L'Union européenne qui cible l'inscription des jeunes sur les listes électorales entreprend d'ailleurs une campagne de sensibilisation à travers des prestations artistiques de Magic système. Leur lead vocal, Asalfo, a d'ailleurs expliqué au micro de France 24 que les jeunes Ivoiriens ont compris qu'ils ne doivent plus se laisser manipuler par les hommes politiques. « Non. Je ne suis pas inquiet. Moi, je crois que nous avons une population qui a pris conscience, qui connaît les faits et causes d'une guerre. Nous avons vécu cela en 2010. Et, je crois qu'aujourd'hui aucun Ivoirien ne souhaite que nous revivions le scénario de 2010. Il faut vraiment prévenir cette situation. J'ai demandé aux politiciens, lors d'un discours, d'apaiser un peu leurs discours. Cela parce qu'aujourd'hui, on a eu quand même des discours qui incitaient à la haine ou à la violence. Or, l'apaisement doit venir de leur côté. Le peuple attend plus que ça d'eux. Le peuple attend d'eux des programmes, attend des gouvernants qui s'occupent de leurs problèmes», a indiqué Asalfo qui ne soucie pas de la polémique sur la CEI.

**SÉVÉRINE BLÉ**

Manifestation sur l'esplanade du Quai d'Orsay, ce vendredi Marie Chantal Durand, présidente de "PDCI Action 225 diaspora"

## « Nous allons dénoncer toutes les dérives du régime Rhdp »



**A l'instar de ce qui va se vivre cette fin de semaine à Yamoussoukro, les militants du PdcI-Rda de France seront également en attraction à l'initiative de "PdcI Action 225 diaspora". Marie Chantal Durand, la présidente de ce mouvement, situe l'enjeu de cette rencontre dans l'entretien qui suit.**

**Le PdcI-Rda organise cette fin de semaine à Yamoussoukro, un grand meeting. Quel sera l'apport de "PdcI Action 225 diaspora dans la réussite de cette manifestation ?** "PdcI action225 diaspora" est un mouvement de soutien au PdcI-rda et à son président Son excellence Henri Konan bédié. Nous sommes actifs aussi bien en côte d'ivoire qu'au niveau de la diaspora. c'est en cela que nous serons présents à la grande mobilisation des 18 et 19 octobre prochains à Yamoussoukro. ce grand rassemblement du PdcI-rda verra la participation de nos membres vivant sur le sol ivoirien. Les consignes que nous leur avons données sont claires: tous à Yamoussoukro les 18 et 19 octobre 2019 pour rétablir la vérité sur la véritable

santé du PdcI-rda.

**Qu'est ce qui est prévu au niveau de la diaspora?** au niveau de la diaspora et notamment à Paris, nous organisons en collaboration avec nos partenaires de la plateforme coalition pour la démocratie, la réconciliation et la Paix, cdrP, un Sit-in de dénonciation des dérives totalitaires que connaît la côte d'ivoire du fait du pouvoir rhdp. Vous avez observé comme nous tous ce grossier montage contre monsieur mangoua Jacques, vice-président du PdcI et président du conseil régional du Gbêkê. montage qui a abouti à sa condamnation pour détention illégale d'armes et de munitions. Nous avons assisté à l'arrestation du militant du raci pour participation à une manifestation publique de protestation et nous avons tous appris avec consternation la mort du jeune Kouassi N'guessan romaric abattu froidement par les forces de l'ordre qui n'ont pas hésité à tirer à balles réelles sur les populations civiles qui manifestaient les mains nues contre toutes ces dérives inacceptables (...) c'est donc pour dénoncer tous ces manquements graves à la démocratie et aux droits élémentaires des ivoiriens et surtout pour réclamer une véritable commission électorale indépendante consensuelle, gage d'une élection crédible qui nous évitera une seconde crise pré ou postélectorale, que nous organisons la présidente de "PDCI Action225 diaspora" Je voudrais profiter de l'occasion que vous m'offrez pour lancer un appel à la mobilisation à tous les ivoiriens et amis de la côte d'ivoire vivant à Paris et dans ses environs pour le 18 octobre 2019. a partir de 9h00, que nous nous retrouvons sur l'esplanade du Quai d'orsay pour, ensemble comme un seul homme, dire non à toutes ces dérives que connaît la côte d'ivoire aujourd'hui.

P. K



Pendant que l'opposition s'agite et bavarde

## Le RHDP plus que jamais fort et conquérant !



**A 12 mois de la Présidentielle en Côte d'Ivoire, l'on peut le dire sans aucun risque de se tromper, tout roule au super pour le parti présidentiel, le RHDP. En atteste, les grandes décisions prises à l'issue du séminaire inédit, dédié aux coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés, qui s'est déroulé à Yamoussoukro, les 11 et 12 octobre 2019. De la feuille de route des responsables de région aux militants de base, en passant par les stratégies de mobilisation et de suivi des élections, tout a été bien conçu, bien énoncé, et les mots pour le dire sont venus aisément.**

Bien que déjà adossé solidement à un bilan qui force le respect et à un président, Alassane Ouattara, qui n'a pas fini d'étonner positivement le monde, le RHDP se donne les moyens pour rendre sa victoire plus éclatante à la Présidentielle de 2020. D'où la décision de la Direction exécutive de la formation présidentielle d'outiller ses relais sur le terrain en vue d'une efficacité dans l'implantation et la mobilisation. Tout un programme que le Directeur exécutif du RHDP, Adama Bictogo, et sa dream team ont démarré les vendredi 11 et samedi 12 octobre 2019, à l'hôtel Président de Yamoussoukro, par un séminaire dédié aux coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés, élargi aux élus. Pendant deux jours, les experts du RHDP ont mené des réflexions pro-fondes, des analyses pointues et abouti à des stratégies aussi révolutionnaires que denses. Un travail de haut niveau dont l'application des résolutions permettra, à tous les coups, à la coalition houphouétiste de bétonner ses acquis qui donnent déjà du vertige aux adversaires qui n'ont plus d'autre choix que de verser dans les "débat de bas étage", selon Bictogo. Avec cette assise qui vient de se dérouler sur la terre natale du président Felix Houphouët-Boigny, père-fondateur de la Côte d'Ivoire moderne et source

d'inspiration du RHDP, le parti démontre encore, si besoin en était, que sa préoccupation majeure demeure la paix et le développement. Ce qui nécessite donc une offre politique viable et fiable, dans un cadre démocratique, loin de tout conflit et de tout trouble. "Nous avons indiqué la feuille de route de nos coordonnateurs régionaux. Ce séminaire marque, pour notre parti, le point de départ d'une forme de précampagne pour la Présidentielle de 2020...C'est donc une victoire évidente qui ne souffrira d'aucune contestation parce que, dans le déroulement de nos activités, dans la planification et la méthodologie, les Ivoiriens et la communauté internationale se rendront compte de ce que le RHDP, au-delà de sa force au plan institutionnel, est un parti organisé, qui planifie. Comme le disent les Anglais, qui réussit sa planification, planifie sa victoire. Le RHDP sort de ce séminaire, plus que jamais fort et conquérant", s'est réjoui le ministre Adama Bictogo. Et il n'a pas tort au regard de la qualité du travail abattu. Si toutes les résolutions de ce séminaire sont aussi importantes les unes que les autres, l'attention restera focalisée sur le nombre de militants à atteindre (3.750.000) et les premières grandes dates de mobilisation arrêtées par les séminaristes.

**Les premières grandes dates à retenir** Ainsi, le 02 novembre 2019, sera lancée la Plateforme "e-Militant", au palais de la Culture. C'est un instrument qui permettra aux parti-sans du RHDP de s'inscrire en ligne où qu'ils se trouvent avant de formaliser leur appartenance par l'acquisition de la carte de militant, selon les explications de ses concepteurs. Une semaine plus tard, soit le 09 novembre, se tiendra la rencontre du président du parti, Alassane Ouattara, avec le Conseil politique, le Bureau politique, le Conseil national et les élus. Le 16 novembre 2019 est certainement la date la plus attendue, vu qu'elle donnera un aperçu du travail des coordonnateurs régionaux. L'événement qui est baptisé "Conférence régionale" se déroulera à Bouaké, avec "l'ensemble des coordonnateurs régionaux des quarante 40 régions électorales. Au cours de cette conférence, chaque coordonnateur présentera l'architecture de sa structure", mentionne le rapport final. Le 23 novembre 2019, rendez-vous est pris pour le grand meeting des femmes RHDP, au Parc des sports de Treichville. Et pour boucler la boucle des premières activités post-séminaire, le parti rendra hommage au président Félix Houphouët-Boigny, à l'occasion de l'anniversaire de son décès, les 6 et 7 décembre 2019. 48 heures de rassemblement et de commémoration, qui se solderont par un giga meeting à



Yamousoukro.Des vérités crues à Yamousskoro Lors de la conférence de presse qui a sanctionné ce séminaire, le Directeur exécutif du RHDP, Adama Bictogo, et ses adjoints :Adjoumani Kobenan Kouassi, Anné Désirée Ouloto, Goudou Raymonde, Touré Mamadou et Danho Paulin ont quasiment crucifié l'op-position, notamment la fameuse plateforme du président du PDCI,Henri Konan Bédié, qui peine à se mettre en place, faute de personnepolitique mais surtout d'offre politique responsable et rassurante.Réagissant aux déclarations duclan PDCI qui accuse le RHDP d'acheter les consciences, de préparer la fraude ou de vider la fonction publique de ses militants, Boctogo dira que "le RHDP ne force personne. Respectons un peu les Ivoiriens ! Ils nous ramènent à des sujets de bas étage parce qu'ils n'ont aucune offre politique, aucun projet. Nos élus ont le sens du devoir et de la responsabilité. C'est en connaissance de cause qu'ils ont librement adhéré au RHDP. Faites votre plateforme et laissez-nous en paix ! Rendez-vous le 20 octobre 2020, et les Ivoiriens choisiront". Embouchant la même trompette, Adjoumani Kobenan s'est voulu plus ironique : "Si le PDCI dit qu'on est dans un restaurant au RHDP, c'est qu'il y a la famine chez eux. Qui peut aller dans une famille qui a faim ? Nous les invitons à venir manger avec nous. Si le PDCI dit qu'il n'a plus decadre, c'est qu'il n'existe plus." Pour sa part, Touré Mamadou s'est offusqué de ce que l'opposition rabaisse le niveau du débat politique: "Il faut relever le niveau du débat. A la limite, que Guikahué donne la preuve de ses allégations. Sinon,par quel moyen peut-on savoir que tel ou tel fonctionnaire est de tel ou tel parti pour le renvoyer. Soyons sérieux, surtout quand on a occupé de hautes fonctions !" S'agissant de la CEI, le ministre de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes dira que "tout le monde peut critiquer la CEI sauf Affoussiata Bamba. Voilà une dame qui, sachant très bien qu'elle ne pourrait pas gagner à Cocody, y a postulé aux Législatives et nous a fait perdre. Ensuite, elle a voulu utiliser l'Etat pour frauder. Parce que cela lui a été refusé, elle se croit obligée de s'agiter. Elle n'a aucune crédibilité pour critiquer. Nous sommes concentrés sur 2020, et nous les attendons".Danho Paulin, lui, a tranché : "Le PDCI est dans une bulle. Quand ça va exploser, on verra tous. Ce n'est plus crédible de rester dans la nostalgie".

**Un terrain pour le siège du RHDP à Yakro !** Avant l'ouverture du séminaire, la délégation de la Direction exécutive du RHDP a été reçue par la cheffe-rie traditionnelle du district autonome de Yamoussoukro et d'Attigouakro qui s'est proposé d'offrir un terrain au parti pour y bâtir son siège. Ce que Bictogo et son équipe ont accepté avec joie. D'où les remerciements et la gratitude appuyés du Directeur exécutif à leur endroit.

**MASS DOMI**



# Rapport final du séminaire



*Le ministre Adama Bictogo, Directeur exécutif du RHDP*

**I. INTRODUCTION** Du vendredi 11 au samedi 12 octobre 2019, s'est tenu à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le séminaire consacré aux Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés, sous la Présidence du Directeur Exécutif du RHDP, le Ministre Adama Bictogo. Ce séminaire a regroupé les Coordonnateurs Régionaux, les Coordonnateurs Régionaux Associés, les Sénateurs, les Députés et les Maires ainsi que les membres de la Direction Exécutives du RHDP. Ce séminaire avait pour objectif de préparer les Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés à l'animation au quotidien du Parti et à la conduite de son candidat à la victoire à l'élection présidentielle de 2020. Spécifiquement il s'agissait de : • Définir les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux ; • Établir les relations, les synergies, les interactions et les modes de communication entre les Coordonnateurs Régionaux et la base d'une part et entre les Coordonnateurs Régionaux et la Direction Exécutive d'autre part ; • Impliquer les Coordonnateurs Régionaux dans la préparation du processus d'identification et d'inscription des militants sur la liste électorale au niveau régional ; • Fournir les éléments de langage aux coordonnateurs régionaux pour le bon accomplissement de leurs missions d'implantation, d'organisation et de mobilisation. Ce séminaire a débuté

par une cérémonie d'ouverture qui a enregistré l'intervention du Président du Comité d'Organisation et du Directeur Exécutif du RHDP. S'en est suivie, une session plénière meublée par cinq (5) communications suivies d'échanges et une cérémonie de clôture. Le présent rapport rend compte de la synthèse de l'ensemble des travaux.

**II. CEREMONIE D'OUVERTURE** La cérémonie d'ouverture a enregistré l'allocution du Président du Comité d'organisation et celle du Directeur Exécutif du RHDP. Dans son allocution, le Président du Comité d'organisation a tenu à traduire toute sa reconnaissance au Président du Parti, SEM Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, avant de saluer les efforts entrepris par les participants pour être présents à ce séminaire. Il a par la suite exprimé le souhait que les résolutions du séminaire et la feuille de route qui en découlera, permettent aux bases du Parti de fonctionner dans les meilleures conditions. A sa suite, le Ministre Adama Bictogo, Directeur Exécutif du RHDP, a exprimé sa joie d'accueillir les Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés à ce 1er Séminaire, dans la ville natale du Président Félix Houphouët-Boigny, inspirateur de l'Houphouëtisme. Il a rappelé que la Direction Exécutive, lors de son séminaire tenu à Bassam le 02 août 2019, avait décidé de l'organisation du présent séminaire. Il a indiqué que ce séminaire est la déclinaison opérationnelle de la vision du Président du Parti, SEM Alassane Ouattara, de faire des Coordonnateurs Régionaux, les piliers de la stratégie du RHDP pour la victoire à l'élection présidentielle de 2020 dès le premier tour. Poursuivant son propos, le Directeur Exécutif a salué la détermination et l'engagement des participants puis les a exhortés à privilégier en toutes circonstances, la recherche constante de la cohésion, la concertation et la synergie au sein du Parti et de ses structures. Sur ces mots, tout en souhaitant plein succès aux travaux du séminaire, il a déclaré ouvert le premier Séminaire des Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés.

**III.COMMUNICATIONS EN SESSION PLENIERE** Cinq (05) communications ont été présentées. Elles se sont articulées autour des sous-thèmes suivants : 1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs Régionaux ; 2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en Région ; 3. Présentation de la Plateforme électorale ; 4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques ; 5. Avec le RHDP pour la Patrie de la vraie fraternité ; suivie de la présentation du Livre intitulé : « Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur ».

**III.1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs Régionaux** Cette communication a été



Les ministres Raymonde Goudou, Sidi Touré et Amédé Kouakou ont pris part à ce séminaire

faite par le Ministre Sanogo Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint (DEA) en charge des élections. Le bureau qui a dirigé cette présentation était composé du Ministre Amadou Koné, Président de séance, de Monsieur Zinsou Marcelin, secrétaire de séance et de Messieurs Wadja Essay et Kragbé Philippe, rapporteurs. Au cours de sa présentation, le Directeur Exécutif Adjoint en charge des élections a exposé la stratégie de préparation et de maîtrise des opérations électorales en 25 actions. Il a annoncé la mise en place d'un système informatique permettant de collecter et de centraliser les résultats électoraux. Ensuite, il a souligné l'importance du rôle des Coordonnateurs Régionaux dans le processus électoral, étant en charge de l'encadrement des Comités Techniques Electoraux (CTE) du Parti. Le Directeur Exécutif Adjoint, a proposé la tenue d'un séminaire éclaté dans les coordinations régionales en vue de l'appropriation du processus électoral. Il a invité les coordonnateurs régionaux à préparer la mise en place des bureaux des Commissions Electorales Locales (CEL) et à transmettre la liste des représentants du RHDP dans ces commissions. Le Ministre Sanogo a, par ailleurs, demandé la mise en place des Commissions Techniques Electorales (CTE) et la transmission de la liste du personnel électoral à la Direction du Parti. Les contributions des séminaristes, qui ont suivi sa présentation, ont insisté sur le renforcement de la connexion entre la Commission Electorale Indépendante (CEI) Locale et les CTE en vue de faciliter les échanges et prévenir d'éventuelles difficultés. Les participants ont exprimé leur inquiétude relative au phénomène de la fraude électorale. A cette préoccupation, l'intervenant a assuré que l'organisation proposée, l'expérience et le système informatique mis en place, permettent de contenir considérablement ce problème.

**III.2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en Région** Le Ministre Touré Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de la Communication du RHDP a prononcé cette communication. Le bureau de cette présentation était composé de la Ministre Raymonde Goudou Coffie, Présidente de séance, Mademoiselle Audrey Delacle, Secrétaire de séance et Messieurs Agbahi Djodan Félicien et Koala Célestin, rapporteurs. Le Ministre Touré Mamadou, après avoir fait une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de la communication au RHDP, a mis l'accent sur les règles à observer afin de la rendre plus efficace et plus harmonieuse. Selon l'exposant, cette communication doit être moderne, proactive et cohérente. Elle doit faire la promotion du bilan positif du gouvernement, susciter de nouvelles adhésions et promouvoir les valeurs du RHDP. Cette communication doit se faire en profitant des

opportunités offertes par les nouveaux médias que sont Internet et les réseaux sociaux. Toutefois, Il a invité les séminaristes à se référer à la DEA en charge de la Communication du Parti pour une autorisation préalable avant toute communication officielle au nom du RHDP. A l'issue de sa présentation, les séminaristes ont émis des préoccupations quant à la restriction proposée par le DEA relativement aux interventions des cadres du Parti dans les médias sans l'autorisation des instances supérieures. Par ailleurs, il a été suggéré que le nom de la WebTV du Parti « Rassemblement WebTV », pas très évocateur au regard de la promotion du RHDP, soit intégré à la réflexion globale de refonte de la chaîne. Relativement à la demande d'autorisation, le DEA a indiqué que cette mesure a pour objectif d'assurer la cohérence et l'harmonisation de la prise de parole, au nom du Parti, sur des sujets d'intérêt national.

**III.3. Présentation de la Plateforme « e-Militant »** La présentation de la plateforme « eMilitant » a fait l'objet de la 3e communication dite par Monsieur Bilé Diéméléou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Economie Numérique et de la Modernisation et du Dr Sonan Jean-François, DEA Adhésion. Le bureau qui a assisté cette présentation était composé du Ministre Bruno Nabagné Koné, Président de séance, de Monsieur Oumar Konaté, Secrétaire et de Messieurs Koffi Armel et Akié Jean-Charles, rapporteurs. Partant du principe de la Mutualisation et de l'optimisation de toutes les applications et plateformes développées par les DEA, Monsieur Bilé Diéméléou a, dans cette présentation, indiqué que toutes les opérations en ligne se feront à partir d'un seul point d'accès : [www.rhdp.ci](http://www.rhdp.ci). A partir de cette adresse, une application dénommée « e-militant » permettra d'adresser l'ensemble des militants et sympathisants du Parti. Cette plateforme permettra d'enregistrer des sympathisants dans la base de données du parti en vue de leur conversion en militant actif. Chaque militant pourra bénéficier d'une carte de militant après s'être acquitté de son droit d'adhésion. A travers cette base de données, l'édition des listes et des statistiques seront de précieux outils d'aide à la décision pour le Parti. Une démonstration d'inscription en ligne, qui a convaincu les participants, a mis fin à cette présentation.

**III.4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques** Cette communication a été faite par le Docteur Adama Coulibaly, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Organisation et de l'Implantation. Le bureau qui a conduit la présentation était composé du Ministre Adama Bictogo, Président de séance, du Ministre Siandou Fofana, Secrétaire de séance, du Ministre Sanogo Mamadou et de Monsieur Justin N'Goran Koffi, tous deux rapporteurs. Il s'est agi pour lui de définir les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux. Il a présenté la feuille de route des Coordonnateurs Régionaux et celle des militants. Il a également présenté la cartographie des comités de base et a rappelé les textes réglementaires qui régissent lesdits comités. Le DEA a proposé une restructuration des structures du Parti à la base.

**III.5. Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur** Cette communication est la présentation du livre intitulé « Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur ». Dans son intervention, le Professeur Dibi Kouadio Augustin a plaidé en quelque sorte pour une adhésion de tous les Houphouétistes au RHDP, parti politique qu'il considère comme l'aboutissement logique de l'Houphouétisme et la réalisation du PDCI-RDA en son essence accomplie. Son ouvrage, a-t-il dit, est composé de trois parties, dont la première est subdivisée en quatre chapitres, et les deux



dernières en trois chapitres, chacune. Pour le Professeur Dibi, le Parti RHDP est un double hommage. Le premier à l'endroit des fondateurs de ce Parti salutaire à tous égards ; le second à titre posthume au Père Fondateur dont le RHDP est la réhabilitation de la philosophie d'action érigée en dogme, à l'attention de ses héritiers. Le RHDP parle à nos cœurs et à nos esprits pour qu'ensemble, nous puissions bâtir la patrie de la vraie fraternité ! **IV. POINTS DE DECISIONS** Au cours des travaux du séminaire, Monsieur le Directeur Exécutif a annoncé les décisions ci-après : • Les Commissions Techniques Electorales (CTE) sont désormais des Cellules Electorales (CE) ; • Aux Sections du Parti sont attribuées les activités de mobilisation de proximité lors du processus électoral ; • Le 2 novembre 2019 : Lancement de la Plateforme « e-Militant » au Palais de la Culture ; • Le 09 novembre 2019 : Rencontre du Président du Parti avec le Conseil Politique, le Bureau Politique, le Conseil National et les Elus. • Le 16 novembre 2019 : Conférence régionale à Bouaké avec l'ensemble des Coordonnateurs Régionaux des quarante (40) Régions électorales. Au cours de cette conférence, chaque Coordonnateur présentera l'architecture de sa structure ; • Le 23 novembre 2019 : grand meeting des femmes RHDP au Parc des sports de Treichville ; • Les 6 et 7 décembre 2019 : Meeting du RHDP à Yamoussoukro.

**V. CEREMONIE DE CLOTURE** Dans son discours de clôture, Monsieur le Ministre Adama Bictogo, Directeur Exécutif du RHDP a remercié très sincèrement les séminaristes pour la qualité des travaux. Il les a engagés à mettre en application les acquis en termes de formation et d'information tirées du séminaire. Il a au nom du Président du Parti, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, souhaité un bon retour à chacun des séminaristes. Une photo de famille a mis fin au 1er séminaire des Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés.

Fait à Yamoussoukro, le 12 octobre 2019 LE PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE, DIABY LANCINÉ RAPPORT LU PAR JUSTIN N'GORAN KOFFI



## Séminaire des coordonnateurs régionaux et associés

# L'intégralité du Rapport Final



Rapport final lu par Monsieur Justin N'Goran KOFFI.

### I. INTRODUCTION

Du vendredi 11 au samedi 12 octobre 2019, s'est tenu à l'hôtel Président de Yamoussoukro, le séminaire consacré aux Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés, sous la Présidence du Directeur Exécutif du RHDP, le Ministre Adama BICTOGO. Ce séminaire a regroupé les Coordonnateurs Régionaux, les Coordonnateurs Régionaux Associés, les Sénateurs, les Députés et les Maires ainsi que les membres de la Direction Exécutives du RHDP. Ce séminaire avait pour objectif de préparer les Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés à l'animation au quotidien du Parti et à la conduite de son candidat à la victoire à l'élection présidentielle de 2020. Spécifiquement il s'agissait de :

- Définir, les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux ;
- Établir les relations, les synergies, les interactions et les modes de communication entre les Coordonnateurs Régionaux et la base d'une part et entre les Coordonnateurs Régionaux et la Direction Exécutive d'autre part ;
- Impliquer les Coordonnateurs Régionaux dans la préparation du processus d'identification et d'inscription des militants sur la liste électorale au niveau régional ;
- Fournir les éléments de langage aux coordonnateurs régionaux pour le bon accomplissement de leurs missions d'implantation, d'organisation et de mobilisation. Ce séminaire a débuté par une cérémonie d'ouverture qui a

enregistré l'intervention du Président du Comité d'Organisation et du Directeur Exécutif du RHDP. S'en est suivie, une session plénière meublée par cinq (5) communications suivies d'échanges et une cérémonie de clôture. Le présent rapport rend compte de la synthèse de l'ensemble des travaux.

### II. CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture a enregistré l'allocution du Président du Comité d'organisation et celle du Directeur Exécutif du RHDP. Dans son allocution, le Président du Comité d'organisation a tenu à traduire toute sa reconnaissance au Président du Parti, SEM ALASSANE OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, avant de saluer les efforts entrepris par les participants pour être présents à ce séminaire. Il a par la suite exprimé le souhait que les résolutions du séminaire et la feuille de route qui en découlera, permettent aux bases du Parti de fonctionner dans les meilleures conditions. A sa suite, le Ministre Adama BICTOGO, Directeur Exécutif du RHDP a exprimé sa joie d'accueillir les Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés à ce 1er Séminaire, dans la ville natale du Président Félix HOUPOUET BOIGNY, inspirateur de l'Houphouëtisme. Il a rappelé que la Direction Exécutive, lors de son séminaire tenu à Bassam le 02 août 2019, avait décidé de l'organisation du présent séminaire. Il a indiqué que ce séminaire est la déclinaison opérationnelle de la vision du Président du Parti, SEM Allassane OUATTARA, de faire des Coordonnateurs Régionaux, les piliers de la stratégie du RHDP pour la victoire à l'élection présidentielle de 2020 dès le premier tour. Poursuivant son propos, le Directeur Exécutif a salué la détermination et l'engagement des participants puis les a exhorté à privilégier en toutes circonstances, la recherche constante de la cohésion, la concertation et la synergie au sein du Parti et de ses structures. Sur ces mots, tout en souhaitant plein succès aux travaux du séminaire, il a déclaré ouvert le premier Séminaire des Coordonnateurs Régionaux et les Coordonnateurs Régionaux Associés.

### III. COMMUNICATIONS EN SESSION PLENIERE

Cinq (05) communications ont été présentées. Elles se sont articulées autour des sous-thèmes suivants :

**1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs régionaux;**

**2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en région;**

### **3. Présentation de la Plateforme e-militants;**

### **4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques;**

### **5. Avec le RHDP pour la Patrie de la vraie fraternité ; suivie de la présentation du Livre intitulé :« Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur ».**

#### **III.1. Gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les Coordonnateurs régionaux**

Cette communication a été faite par le Ministre SANOGO Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint (DEA) en charge des élections. Le bureau qui a dirigé cette présentation était composé du Ministre Amadou Kone, Président de séance, de Monsieur ZINSOU Marcelin, secrétaire de séance et de Messieurs WADJA essay et KRAGBE Philippe, rapporteurs. Au cours de sa présentation, le Directeur Exécutif Adjoint en charge des élections a exposé la stratégie de préparation et de maîtrise des opérations électorales en 25 actions. Il a annoncé la mise en place d'un système informatique permettant de collecter et de centraliser les résultats électoraux. Ensuite, il a souligné l'importance du rôle des Coordonnateurs Régionaux dans le processus électoral, étant en charge de l'encadrement des Comités Techniques Electoraux (CTE) du Parti. Le Directeur Exécutif Adjoint, a proposé la tenue d'un séminaire éclaté dans les coordinations régionales en vue de l'appropriation du processus électoral. Il a invité les coordonnateurs régionaux à préparer la mise en place des bureaux des Commissions Electorales Locales (CEL) et à transmettre la liste des représentants du RHDP dans ces commissions. Le Ministre SANOGO a, par ailleurs, demandé la mise en place des Commissions Techniques Electorales (CTE) et la transmission de la liste du personnel électoral à la Direction du Parti. Les contributions des séminaristes qui ont suivi sa présentation ont insisté sur le renforcement de la connexion entre la Commission Electorale Indépendante (CEI) Locale et les CTE en vue de faciliter les échanges et prévenir d'éventuelles difficultés. Les participants ont exprimé leur inquiétude relative au phénomène de la fraude électorale. A cette préoccupation, l'intervenant a assuré que l'organisation proposée, l'expérience et le système informatique mis en place, permettent de contenir considérablement ce problème.

#### **III.2. Politique Générale et Communications des acteurs du RHDP en région**

Le Ministre TOURE Mamadou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de la Communication du RHDP a prononcé cette communication. Le bureau de cette présentation était composé de la Ministre Raymonde Goudou KOFFI, Présidente de séance, Mademoiselle Audrey DELACLE, Secrétaire de séance et Messieurs AGBAHI Djodan Félicien et KOALA Célestin, rapporteurs. Le Ministre TOURE Mamadou, après avoir fait une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de la communication au RHDP, a mis l'accent sur les règles à observer afin de la rendre plus efficace et plus harmonieuse. Selon l'exposant, cette Communication doit être moderne, proactive et cohérente. Elle doit faire la promotion du bilan positif du Gouvernement, susciter de nouvelles adhésions et promouvoir les valeurs du RHDP. Cette communication doit se faire en profitant des opportunités offertes par les nouveaux médias que sont Internet et les réseaux sociaux.

Toutefois, Il a invité les séminaristes à se référer à la DEA en charge de la Communication du Parti pour une autorisation préalable avant toute communication officielle au nom du RHDP. A l'issue de sa présentation, les séminaristes ont émis des préoccupations quant à la restriction proposée par le DEA relativement aux interventions des cadres du Parti dans les médias sans l'autorisation des instances supérieures. Par ailleurs, il a été suggéré que le nom de la WebTV du Parti : « Rassemblement WebTV », pas très évocateur au regard de la promotion du RHDP, soit intégré à la réflexion globale de refonte de la chaîne. Relativement à la demande d'autorisation, le DEA a indiqué que cette mesure a pour objectif d'assurer la cohérence et l'harmonisation de la prise de parole, au nom du Parti, sur des sujets d'intérêt national.

#### **III.3. Présentation de la Plateforme « e-Militant »**

La présentation de la plateforme « e-Militant » a fait l'objet de la 3e communication dite par Monsieur BILE Diéméléou, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Economie Numérique et de la Modernisation et du Dr Sonan Jean François, DEA Adhésion. Le bureau qui a assisté cette présentation était composé du Ministre Bruno Nabagné Kone, Président de séance, de Monsieur Oumar KONATE, Secrétaire et de Messieurs KOFFI Armel et AKIE Jean Charles, rapporteurs. Partant du principe de la Mutualisation et de l'optimisation de toutes les applications et plateformes développées par les DEA, Monsieur BILE Diéméléou a, dans cette présentation, indiqué que toutes les opérations en ligne se feront à partir d'un seul point d'accès : [www.rhdp.ci](http://www.rhdp.ci). A partir de cette adresse, une application dénommée «e-militant» permettra d'adresser l'ensemble des militants et sympathisants du Parti. Cette plateforme permettra d'enregistrer des sympathisants dans la base de données du parti en vue de leur conversion en militant actif. Chaque militant pourra bénéficier d'une carte de militant après s'être acquitté de son droit d'adhésion. A travers cette base de données, l'édition des listes et des statistiques seront de précieux outils d'aide à la décision pour le Parti. Une démonstration d'inscription en ligne, qui a convaincu les participants, a mis fin à cette présentation.

#### **III.4. Gestion des Coordinations pour une synergie d'actions politiques**

Cette communication a été faite par le Docteur Adama COULIBALY, Directeur Exécutif Adjoint en charge de l'Organisation et de l'Implantation. Le bureau qui a conduit la présentation était composé du Ministre Adama BICTOGO, Président de séance, du Ministre Siandou FOFANA, Secrétaire de séance, du Ministre SANOGO Mamadou et de Monsieur Justin N'Goran KOFFI, tous deux rapporteurs. Il s'est agi pour lui de définir les missions, les attributions et les compétences des Coordonnateurs Régionaux. Il a présenté la feuille de route des Coordonnateurs Régionaux et celle des militants. Il a également présenté la cartographie des comités de base et a rappelé les textes réglementaires qui régissent lesdits comités. Le DEA a proposé une restructuration des structures du Parti à la base.

#### **III.5. Le RHDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur**

Cette communication est la présentation du livre intitulé le rhDP, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur. Dans son intervention, le Professeur DIBI

Kouadio Augustin plaide en quelque sorte pour une adhésion de tous les Houphouétistes au RHDP, parti politique qu'il considère comme l'aboutissement logique de l'Houphouétisme et la réalisation du PDCI-RDA en son essence accomplie. Son ouvrage dit-il est composé de trois parties, dont la première est subdivisée en quatre chapitres, et les deux dernières en trois chapitres, chacune. Pour le Professeur, le Parti RHDP est un double hommage. Le premier à l'endroit des fondateurs de ce Parti salutaire à tous égards ; le second à titre posthume au Père-Fondateur dont le RHDP est la réhabilitation de la philosophie d'action érigée en dogme, à l'attention de ses héritiers. Le RHDP parle à nos cœurs et à nos esprits pour qu'ensemble, nous puissions bâtir la patrie de la vraie fraternité !

#### **IV. POINTS DE DECISIONS**

Au cours des travaux du séminaire, Monsieur le Directeur Exécutif a annoncé les décisions ci-après :

- Les Commissions Techniques Electorales (CTE) sont désormais des Cellules Electorales (CE) ;
- Aux Sections du Parti sont attribuées les activités de mobilisation de proximité lors du processus électoral ;
- Le 2 novembre 2019 : Lancement de la Plateforme « e-Militant » au Palais de la Culture ;
- Le 09 novembre 2019 : Rencontre du Président du Parti avec le Conseil Politique, le Bureau Politique, le Conseil National et les Elus.
- Le 16 novembre 2019 : Conférence régionale à Bouaké avec l'ensemble des Coordonnateurs Régionaux des quarante (40) Régions électorales. Au cours de cette conférence, chaque Coordonnateur présentera l'architecture de sa structure ;
- Le 23 novembre 2019 : grand meeting des femmes RHDP au Parc des sports de Treichville ;
- Les 6 et 7 décembre 2019 : Meeting du RHDP à Yamoussoukro.

#### **V. CEREMONIE DE CLOTURE**

Dans son discours de clôture, Monsieur le Ministre Adama BICTOGO, Directeur Exécutif du RHDP a remercié très sincèrement les séminaristes pour la qualité des travaux. Il les a engagé à mettre en application les acquis en terme de formation et d'information tirées du séminaire. Il a au nom du Président du Parti, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA souhaité un bon retour à chacun des séminaristes. Une photo de famille a mis fin au 1er séminaire des Coordonnateurs Régionaux et Coordonnateurs Régionaux Associés.

Fait à Yamoussoukro,

le 12 octobre 2019

Le Président du Comité Scientifique,

**DIABY Lanciné**

Rapport lu par

**M. Justin N'Goran KOFFI**